

la grande majorité de la population s'estimerait très heureuse si elle pouvait être assurée d'un revenu annuel de \$1,200. Un homme ayant un revenu annuel de \$1,200 à \$1,800 et qui a charge de famille peut d'ordinaire réaliser bien peu d'économies. Règle générale, il doit dépenser tout ce qu'il gagne.

J'espère que la Chambre ne voit pas d'inconvénient à ce que je discute ces questions en détail, mais c'est ainsi que je vois les choses en ma qualité de médecin. Qu'un cas ordinaire de maladie se déclare, comme une légère attaque de grippe, le malade se met au lit et fait demander le médecin. Avant qu'il soit rétabli il doit au médecin et au pharmacien de \$10 à \$20. Cette somme peut sembler insignifiante à bien des gens, mais elle est considérable pour celui qui doit dépenser les cent dollars qu'il gagne par mois. S'il a la malchance d'avoir besoin d'une ablation de l'appendice, s'il souffre d'un étranglement herniaire ou de quelque autre affection qui nécessite l'hospitalisation, ses ressources se trouvent amoindries de quelque deux cents dollars. A titre de médecin, je suis témoin de pareils cas tous les jours. Le chef d'une famille de trois ou quatre enfants qui ne gagne que \$100 par mois ne peut qu'avec la plus grande difficulté acquitter une note de \$100. A ce sujet, j'aimerais à citer des remarques que j'ai moi-même formulées à la Chambre au cours de la session de 1936. Voici ce que je disais :

On a estimé, je crois, que les frais de médecin, qui constituent en grande partie une charge directe, coûtent aux Canadiens environ 311 millions par an. D'un autre côté, on a estimé qu'ils coûtaient aux Etats-Unis un peu plus de 3 milliards et demi par an. Dans les deux cas, cela représente à peu près \$30 par habitant. Sous le régime du président Hoover on s'est enquis de ce que coûtaient les frais de médecin aux gens des Etats-Unis.

Et ensuite :

Avant de faire cette enquête, on s'était rendu compte que les Américains manquaient beaucoup de soins de médecin; d'un autre côté, on sait très bien qu'il y a des médecins qui mènent des taxis, font du travail manuel ou travaillent dans des établissements où ils sont peu ou pas payés. Aussi, l'on fit une enquête, qui porta sur 1,800 familles de toutes conditions et qui révéla des faits très intéressants.

Et plus loin :

On a trouvé que 52 p. 100 des Américains se passaient des services du médecin. Je crois que ces chiffres correspondent pas mal avec ceux de notre pays. On a trouvé que 79 p. 100 se passent des services du dentiste, que 89 p. 100 ne se font pas examiner, ni ne profitent d'aucune autre mesure de prévention et que 62 p. 100 ne reçoivent aucun soin de médecin, de dentiste ou d'oculiste. Ces chiffres portent sur les années prospères de 1928-1929. La situation est indubitablement pire aujourd'hui.

D'un autre côté, on a appris que malgré qu'un grand nombre de médecins eussent de bons revenus, un tiers de tous les médecins des Etats-Unis avaient un revenu inférieur à \$2,500, même en 1929. On a trouvé plus de médecins dans la

catégorie des revenus de \$1,000 à \$2,000 que dans n'importe quelle autre. On a vu également que 16 p. 100 des familles américaines dépensaient moins de \$10 par an pour les services du médecin; 46 p. 100, moins de \$40; 4 p. 100, plus de \$500 et 1 p. 100, plus de \$1,000.

J'invoquais à l'époque l'autre argument que voici :

Il est bien évident que pour ceux qui ne dépensaient que \$10 par an et même pour ceux qui dépensaient \$40, la chose n'avait pas grande importance, mais pour les 4 p. 100 qui dépensaient plus de \$500 en frais de médecin et pour la famille sur cent qui était appelée à dépenser plus de \$1,000, la chose devenait très grave.

Il faut se rendre compte de l'impossibilité pour la famille ordinaire de parer à un tel état de choses. J'ai dit qu'il existait des moyens d'y parer facilement. Ces services coûtent à la population américaine une trentaine de dollars par année, mais on constata que pour \$36 par année, toute la population pouvait bénéficier de services médicaux suffisants, en abouchant ceux qui étaient privés de ces services et les médecins inoccupés. Voilà mon deuxième motif d'appuyer la médecine d'Etat.

Les égards dus pour l'oublié, le médecin, constituent mon troisième motif. On nous parle longuement de l'oublié, mais je fais observer que le médecin a été oublié autant que quiconque depuis trente ou quarante ans. J'ai déjà dit que des médecins sont conducteurs de taxis et exercent des métiers dans les villes américaines, et je tiens pour certain qu'il existe au Canada de nombreux médecins qui n'ont absolument rien à faire. Cet état de choses existe malgré l'amélioration des affaires. Un autre aspect de la question qu'il faut envisager est la formation supérieure des jeunes gens qui obtiennent leur diplôme aujourd'hui en comparaison de ceux d'il y a trente-cinq ans. La formation reçue maintenant est supérieure de beaucoup à celle d'autrefois. Le jeune homme qui s'adonne aujourd'hui à l'étude de la médecine doit posséder, avant d'être admis, un haut degré de savoir. Il lui faut ensuite consacrer quatre années à des études approfondies à l'université et une ou deux années de pratique à l'hôpital. Je n'hésite pas à déclarer que le jeune interne pratique sans sourciller à l'hôpital des opérations savantes qu'un médecin de campagne plus expérimenté n'entreprendrait pas sans hésitation. Ces jeunes hommes possèdent à fond la technique professionnelle. Ils pratiquent une hématoscopie, une ponction lombaire, un lavement de l'estomac ou une irrigation continue, toutes opérations qu'un bon nombre d'entre nous n'entreprendraient pas sans diriger le patient sur un hôpital. Ces jeunes gens, sortis de l'université